



Je commencerai ce propos par deux anecdotes :

- Première anecdote

J'ai des qualifications et une certaine expérience en droit de la santé, en gestion et management des établissements de santé et médico-sociaux. À ce titre, je travaillais en 2006 au CHU de Nice, quand j'ai reçu en séjour chez moi, un ami de longue date, administrateur civil, sous-préfet à l'époque, aujourd'hui préfet au Cameroun. Curieux de savoir comment fonctionnaient les services publics en France, je l'ai invité à venir à la Direction Générale du CHU, où se trouvait mon bureau. Je lui ai expliqué que j'étais gestionnaire d'une entité qui s'appelait le Biomédical. À ce titre, j'étais un intervenant majeur dans la procédure d'acquisition et de maintenance d'environ 15400 machines et appareils divers, ce qui coûtait à l'hôpital plus d'une centaine de millions d'euros par an.

Après toutes mes béates explications sur l'organisation de l'hôpital, sur mes missions... Il me reprit, en me disant : « mais gars, comment peux-tu gérer tant d'argent et tu es pauvre ? ». Le « chef de terre » ne comprenait pas comment on pouvait intervenir dans l'attribution des marchés, la validation de la réception des commandes et le déclenchement du mandatement des paiements, sans en tirer un avantage direct et personnel. Je réalisais en effet à cet instant, qu'il tentait inconsciemment, d'exporter le modèle camerounais, celui du pays le plus

corrompu au monde.

- Deuxième anecdote

Ma première vie professionnelle est celle d'huissier de justice commissaire-priseur au Cameroun. C'est en cette position que j'ai pu être acteur et témoin des vices et des vertus du système judiciaire de ce pays. Dans cet océan d'incompétence, de tribalisme, de corruption généralisée, j'ai rencontré des fonctionnaires, des professionnels du droit, des acteurs de la société civile, compétents, intègres, qui dans l'anonymat le plus absolu, essayaient du mieux qu'ils pouvaient, de faire leur travail.

Dans cet ordre d'idées, des confrères Bamiléké, huissiers de justice en attente de charge, las d'attendre des années, voire des décennies pour certains, étaient allés voir le frère KAMTO, alors ministre délégué en charge de la justice, afin que ce dernier fasse avancer leur dossier de nomination à une charge d'huissier de justice. Le ministre KAMTO les a habilement éconduits et ces derniers (ils se reconnaîtront et certains attendent encore) sont revenus profondément déçus par cet homme qui ne savait pas aider ses frères du village...

Surabondamment, Maurice KAMTO a été ministre au Cameroun. Froidement et ce de manière exigeante, nous n'avons pas à ce jour, reçu le moindre commencement de preuve, d'une entreprise de corruption dans laquelle il serait impliqué ou même soupçonné...

Le leader du MRC a probablement une progéniture. Les informations en notre possession ne nous ont pas permis d'établir que ses enfants font partie de ces fils à papa, massivement recrutés dans des grandes écoles, promus aux postes les plus convoités de l'administration camerounaise...

Des éléments objectifs comme ceux-ci devraient être notre seule boussole.

**LA STRATÉGIE DU TOUS POURRIS OU TOUS RESPONSABLES AFIN QU'IL N'Y AIT PAS DE RESPONSABLE : DE LA DILUTION DE LA RESPONSABILITÉ DANS LE PEUPLE**

C'est donc ce KAMTO là qui s'est rendu dans les services de la Présidence de la République pour y déposer un courrier important dont on connaît la teneur aujourd'hui, qui a pu être soupçonné « d'intelligence avec la dictature ».

Une telle interprétation contraste évidemment avec le « casier judiciaire » de cet homme de grande valeur intellectuelle et morale que nous venons d'évoquer.

Dans ce pays qu'on appelle le Cameroun, crânement, nous devons avoir le courage de saluer et promouvoir des profils qui présentent des compétences du registre comportemental qui nous font tant défaut.

Pour ce Cameroun que nous souhaitons bâtir, nous devons garder les yeux grands ouverts et ne pas céder au diktat du « tous pourris » qui essaye d'engloutir dans un magma de médiocrité, ces nombreux talents qui feront le Cameroun nouveau. Ces talents existent dans le peuple, ces talents existent parmi les leaders d'opinion et responsables politiques.

En essayant de répandre l'idée du « tout le monde pourri », on essaye en réalité de diluer la responsabilité du régime BIYA dans le peuple. On essaye de faire croire que le Camerounais est congénitalement mauvais et que personne ne peut se démarquer du borbier politique et social. On en vient même à dire qu'à la place de BIYA, personne ne pourrait faire mieux car c'est compliqué avec les camerounais.

En congédiant, le règne de la république du soupçon généralisé, nous assurons la promotion de ce SAVOIR-ÊTRE qui est la clé de notre essor de demain.

Pour y parvenir, sans complexe, et résolument, nous devons tous travailler à revendiquer notre part d'intégrité.

Nous devons congédier les apôtres du <<TOUS POURRIS>>, nous devons extirper en nous la culture de la méchanceté, de l'avidité, de la cupidité, de la jalousie, de l'insatiabilité, du mensonge, qui secrète chez nous l'idée que le monde n'est que prédation et prévarication.

Nous devons apprendre à célébrer notre intégrité et celle de nos semblables. Dans cet ordre d'idées, c'est avec beaucoup de fierté que j'aime dire que j'ai prêté serment 3 fois et exercé dans 3 corps de métiers du droit différents, ce qui est le gage d'une certaine intégrité. Sans aucun complexe, nous devons afficher ces valeurs essentielles, chacun de nous.

Nous devons apprendre à être fiers de nos compétences comportementales, sortons du tous pourris ! Non, on n'est pas tous pourris et chacun de nous doit pouvoir le revendiquer franchement. Nous devons faire éclore individuellement et collectivement, notre DESIR de JUSTICE qui construit des États démocratiques, prospères et libres.

**Maitre Amedee Dimitri Touko Tom**

---